
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 25/2 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.2.61383

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Ce foisonnement de renseignements s'accompagne d'une illustration intéressante, comme ces inventaires de bibliothèques si révélateurs avec la mention (pp. 94–100) provenant tant du Minutier central que des archives de Sigmaringen, ou les plans de Rousseau pour l'hôtel de Salm (pp. 112–114) ou ceux, plus curieux, du château et du parc de Kirn (pp. 126–130) provenant à la fois de Rousseau et de J. D. Antoine, l'auteur de l'hôtel de la Monnaie. Le prince, si décevant à bien des égards, si séduisant de l'autre, méritait bien ce monument de probe travail et d'impartialité totale. De quoi ajouter à la thèse à paraître de Mathieu MARRAUD (*La noblesse parisienne au XVIII^e siècle*). Nous voici dotés, à la fois d'un sondage individuel on ne peut plus fouillé – du beau et solide travail – et d'une première synthèse sur cette noblesse de la Capitale, si diverse, si ouverte aussi sur l'étranger, sur le Saint Empire en particulier.

Jean MEYER, Paris

Karl H. L. WELKER (éd.), *Rechtsgeschichte als Rechtspolitik, Justus Möser als Jurist und Staatsmann*. 2 Bände, Osnabrück (Verein für Geschichte und Landeskunde e.V.) 1996, XL – 1217 p. (Osnabrücker Geschichtsquellen und Forschungen, 38).

Le titre et le sous-titre du présent ouvrage résument assez bien les buts poursuivis par l'auteur. Ces buts sont amplement précisés dans la longue préface et dans l'introduction qui cernent le sujet au plus près. Ils sont rappelés une nouvelle fois dans une conclusion-résumé qui clôt cette enquête de 1217 pages.

Le titre («*Rechtsgeschichte als Rechtspolitik*») souligne le lien étroit qui s'établit chez Möser entre l'histoire et la politique. Il signifie d'abord que la politique tire sa substance de l'histoire, qui offre à l'homme d'Etat les arguments et les modèles d'explication dont il a besoin pour étayer sa réflexion et son action politiques. Il signifie ensuite que ce ne sont pas l'histoire et la politique dans leur globalité qui sont prises en considération, mais que l'une et l'autre sont abordées sous l'angle du droit. Welker est avant tout juriste et c'est du point de vue du juriste qu'il se propose d'examiner la pensée et l'activité politique de Möser. Ce titre général n'a pas de sens sans la référence à Möser. Mais il reste significatif en lui-même, dans la mesure où les problèmes traités dans cet ouvrage dépassent le cas particulier de l'homme d'Etat osnabruckois. La préface précise en effet d'emblée que l'enquête «soulève la question de l'importance de la connaissance historique pour la prise de décision en matière de droit politique» (p. XI) et qu'elle veut préciser «la compréhension qu'a de l'histoire un juriste à l'époque des Lumières» (ibid.). En ce sens, cette monographie se présente comme «une biographie exemplaire d'un juriste au 18^e siècle» (p. 2). Cette exemplarité se justifie selon l'auteur, par le fait que Möser est «l'une des figures centrales de l'esprit allemand au 18^e siècle» (p. XVIII).

Le sous-titre précise que cette relation entre «l'histoire du droit» et «la politique fondée sur le droit» s'applique bien à Justus Möser, présenté ici comme juriste *et* comme homme d'Etat, l'essentiel étant dans cette formulation la conjonction. On a en effet souvent étudié par le passé Möser tantôt comme juriste ou, plutôt, comme penseur, tantôt comme homme d'Etat chargé d'administrer un petit territoire ecclésiastique, l'Evêché d'Osnabrück. Mais on a plus rarement examiné les deux aspects à la fois, la pensée *et* l'action concrète, et l'on a encore moins souvent étudié les rapports qui s'établissaient chez Möser entre les deux domaines en montrant que la pensée informait l'action politique et que celle-ci se reflétait, à l'inverse, dans le travail de réflexion de l'écrivain. Cette relation fondamentale peut se ramener à celle qui unit la théorie à la pratique. C'est cette formule que Welker retient finalement pour donner un titre à son introduction («*Théorie et pratique chez Möser*») et pour structurer son étude, divisée en deux parties, la première étant consacrée aux écrits dans lesquels Möser développe sa pensée et la seconde, à la «pratique», c'est-à-dire à la carrière et à l'action politique et administrative de l'homme d'Etat osnabruckois.

Le projet est ambitieux, puisqu'il s'agit de proposer pour la première fois dans une vaste monographie une image complète de Möser et de relier la théorie et la pratique que tant de commentateurs n'avaient réussi à étudier qu'incomplètement ou séparément. Cette ambition s'appuie sur un état de la recherche que Welker place curieusement au début de la seconde partie. Ce bilan équivaut à une revue quasi exhaustive de la littérature consacrée à Möser depuis les débuts jusqu'à ce jour. Il en ressort effectivement que tout ce qui a été dit ou écrit du grand homme d'Osnabrück concerne essentiellement la «théorie», ou certains aspects ponctuels de cette «théorie», et que les monographies qui se veulent plus complètes restent trop dans les généralités pour donner une juste idée des liens qui unissent chez Möser la théorie et la pratique. Quant à la demi-douzaine d'études qui s'attachent plus sérieusement à tel ou tel aspect de la pratique, ils tombent dans le défaut inverse: elles négligent trop la «théorie».

Comme toute thèse, celle-ci n'est pas dénuée d'intentions polémiques. On le voit bien lorsque, dans son introduction, Welker remplace le classique bilan de la recherche (celui que l'on trouve au début de la seconde partie) par la critique de deux ouvrages récents (Jean Moes: *Justus Möser et la France*, 1990 et Renate Stauff: *Justus Möser's Konzept einer Nationalidentität*, 1991) qui l'intéressent tout particulièrement parce qu'ils adoptent un point de vue qui est assez proche du sien. Il leur reproche de n'avoir pas été au bout de leur logique en analysant l'impact de la pensée historique et politique de Möser sur son action d'homme d'Etat et il se propose de combler cette lacune.

Un autre objectif polémique sous-tend l'ouvrage de Welker: la plupart des critiques s'évertuent à classer Möser tantôt dans le camp des libéraux, tantôt dans celui des conservateurs. Pour notre auteur, cet étiquetage n'a pas de sens, parce que les notions de «libéralisme» ou de «conservatisme» étaient, à ses yeux, anachroniques à l'époque et dans le contexte dans lesquels vivait, pensait et agissait Möser. En réaction à ces classifications, Welker se propose de prouver que, loin d'être un traditionaliste ou un conservateur qui se serait cramponné au passé pour travailler à une restauration tout à fait illusoire d'un ordre social et politique dépassé, Möser avait pour but de réformer les institutions héritées du passé pour les adapter aux exigences du présent. Sans être un libéral avide de bouleverser l'ordre ancien, auquel il restait malgré tout attaché, il a su faire preuve d'un esprit de réforme audacieux. C'est donc une image éminemment positive que Welker veut nous offrir de Möser, trop positive peut-être, si l'on tient compte de certains traits d'une pensée relativement peu ouverte aux idées nouvelles du temps et d'une action dont la transparence n'était pas la vertu majeure. Très objectivement, Welker signale certaines de ces lacunes, mais sans trop insister et en adoptant une attitude d'apparente neutralité qui lui permet d'éviter de prendre position sur les enjeux idéologiques qui sous-tendent la «politique» de Möser.

C'est donc en adoptant le point de vue du juriste que Welker aborde la première partie de son ouvrage, consacrée à la «théorie» et qu'il s'efforce de dégager des écrits de Möser la substance historique et politique qu'ils contiennent. Cela nous vaut des éclairages inédits sur des textes qui n'avaient guère été examinés auparavant que sous l'angle littéraire. Il faut préciser toutefois que Welker n'est pas exclusivement juriste: il a la fibre littéraire et son approche se veut interdisciplinaire. Ce n'est au demeurant pas le moindre intérêt de son ouvrage que d'être rédigé dans une langue claire et élégante, tout à fait accessible au profane, si l'on excepte quelques passages plus techniques de la seconde partie. Refusant tout biographisme, Welker se contente de nous présenter en quelques lignes dans l'introduction l'homme qu'était Möser. Ce refus du biographisme se traduit dans la présentation des œuvres par certains bouleversements de l'ordre chronologique des écrits qui peuvent surprendre au prime abord. L'exposé commence, certes, par les œuvres de jeunesse. Mais, fort curieusement, l'auteur englobe dans cette première sous-partie des écrits qui ont été rédigés bien après la coupure très significative de la guerre de Sept Ans et dont certains sont même datés de 1777, alors que l'essentiel de l'œuvre de maturité était déjà achevée. Ensuite,

l'œuvre de vieillesse est présentée avant les écrits de la maturité, l'«Histoire d'Osnabruck» et les »Fantaisies Patriotiques«. Ces bouleversements sont justifiés par des arguments tout à fait recevables. Mais ils obligent Welker à procéder à de nombreuses anticipations, en particulier à puiser largement dans l'«Histoire d'Osnabruck», de telle sorte que l'essentiel est déjà dit du contenu de cette œuvre historique majeure lorsqu'il en aborde l'examen tout à la fin de la première partie.

Sur le fond, on appréciera tout d'abord les développements consacrés à des textes peu étudiés jusqu'à ce jour, comme les articles publiés en 1777 dans la »Lemgoer Bibliothek«, qui précisent la position de Möser sur les institutions du Saint-Empire ou encore les textes consacrés dans les années soixante-dix et quatre-vingts à la politique confessionnelle: pour la première fois les »Lettres de Virginie sur la tolérance générale« sont commentées de manière exhaustive et pertinente. Le point de vue adopté par Welker permet ensuite de redécouvrir sous un jour nouveau des œuvres déjà souvent examinées. Si sa méthode ne trouve guère d'application dans les feuilles morales de jeunesse, dont l'intérêt réside ailleurs que dans l'analyse historique, qui manque totalement, ou que dans les considérations politico-juridiques, qui restent à l'état embryonnaire, l'analyse du contenu politique de la tragédie d'«Arminius» et de la »Lettre au Vicaire savoyard« renouvelle l'approche de ces œuvres. Le compte rendu du débat qui a opposé Möser à F. C. von Moser en 1768 au sujet de la question de l'esprit national est le plus éclairant de ceux qui ont été proposés jusqu'à ce jour et nous vaut des précisions utiles sur les notions de »peuple«, de »nation« et de »Reich« qui n'avaient encore jamais été distinguées aussi finement. Paradoxalement, c'est dans les écrits de nature plus spécifiquement morale ou littéraire que la méthode de Welker permet l'éclairage le plus inédit. C'est ainsi que, par exemple, la transposition de la critique littéraire dans le domaine de la critique politique se fait de manière très convaincante à propos du traité »De la langue et de la littérature allemandes«, un texte qui vise autant l'absolutisme politique de Frédéric II que les positions esthétiques du roi de Prusse. Le lecteur attendait avec impatience les articles »contre-révolutionnaires« des années quatre-vingt-dix, car c'est là que se manifeste avec la plus grande vigueur l'hostilité de Möser aux idées nouvelles issues des Lumières. Son attente n'est pas déçue. L'analyse de ces articles a déjà été amplement faite, mais Welker met au service de son propre commentaire une rigueur de juriste et une connaissance du contexte qui permettent de renouveler considérablement le sujet. On relèvera en particulier une analyse de la théorie möserienne des »actions« et du citoyen-actionnaire qui éclaire ce difficile problème d'une manière quasi définitive. L'impression que le lecteur tire du commentaire de ces articles »contre-révolutionnaires« est que le vieux Möser n'a pas vraiment saisi la nature ni la portée des événements de France. Il s'efforce avec l'énergie du désespoir de ramener le débat révolutionnaire à quelques problèmes juridiques qu'il croit pouvoir encore résoudre dans le cadre de l'ordre ancien, sans se rendre vraiment compte que cet ordre est définitivement révolu. Il simplifie les problèmes en faisant de tous les partisans de la Révolution des disciples de Rousseau et, surtout, il se refuse obstinément à entrer dans la logique des droits de l'homme auxquels il oppose avec constance les droits du citoyen-propriétaire. Entre le vieux publiciste et les adversaires allemands avec lesquels il polémique dans la »Berlinische Monatsschrift« au sujet des événements révolutionnaires, en premier lieu avec Kant, c'est à un véritable dialogue de sourds que nous assistons. Difficile d'admettre dans ces conditions que la pensée de Möser ne présente pas quelques uns des traits caractéristiques du conservatisme tel qu'il se manifestait à l'époque révolutionnaire! Il ne s'agit pas, bien entendu, d'un conservatisme conséquent et systématique, mais plutôt d'un »style de pensée« (Mannheim) qui reste totalement allergique aux principes du droit naturel et des droits de l'homme, pourtant déjà bien établis et amplement connus à une époque où le patriarche d'Osnabruck raisonnait encore en termes de droit féodal.

La seconde partie, consacrée à la carrière politique de Möser, est d'une lecture plus aisée, malgré la multiplicité des charges qu'a assumées le patricien osnabruckois et la complexité

des problèmes qu'il a eu à résoudre. L'ordre cette fois-ci adopté est purement chronologique. La biographie, exclue de la première partie, reprend ici ses droits, mais elle ne concerne que la vie publique et laisse dans l'ombre la vie privée. Le terme de «carrière» n'est d'ailleurs pas tout à fait adéquat pour décrire cette vie publique, parce que Möser n'a jamais aspiré à faire une «belle carrière» de fonctionnaire et qu'il n'a jamais été préoccupé d'accumuler les honneurs. Ce qui lui importait était d'accroître son influence sur les tenants du pouvoir pour réaliser ses objectifs patriotiques.

Nous suivons donc étape par étape les différentes charges et fonctions qu'a assumées Möser depuis le jeune secrétaire-adjoint de la noblesse territoriale jusqu'au vénérable référendaire secret, en passant par l'«advocatus patriae», le syndic de la noblesse, le député des états d'Osnabruck pendant la guerre de Sept Ans, le conseiller de justice criminelle et le conseiller et référendaire de gouvernement. Seule entorse à l'ordre chronologique: un développement spécial est réservé tout à la fin à l'avocat, bien que ce métier fût le premier que Möser ait exercé, avec celui de secrétaire. Mais c'est celui qu'il a pratiqué le plus durablement ... et qui fut probablement le plus lucratif. Grâce à sa formation juridique et à l'aide de documents d'archives rarement exploités, Welker peut décrire avec une précision étonnante ces diverses fonctions. On notera au passage que celle de juge des affaires criminelles prévoyait l'interrogatoire des prévenus et, par voie de conséquence, la procédure de la question, autrement dit la torture, une tâche qui semble avoir peu troublé la conscience de notre magistrat, à une époque où ces pratiques étaient déjà fortement contestées. Möser a assuré toutes ces charges avec un sens aigu de ses responsabilités envers l'Etat et, peut-être plus encore, envers sa petite patrie et les habitants de celle-ci. C'est surtout à partir de la guerre de Sept Ans qu'il s'est dépensé sans compter pour assurer la survie d'un petit territoire ecclésiastique fort malmené par les belligérants. C'est également pendant la guerre et dans les années qui suivirent immédiatement la fin du conflit qu'il a su se gagner la confiance de ses mandants comme négociateur habile et désintéressé et même, au-delà des états osnabruckois, à convaincre le nouveau régent, le roi de Grande-Bretagne, Georges III, et ses ministres que son concours était nécessaire pour gérer convenablement l'Evêché. Si l'on excepte les charges d'«advocatus patriae» et de juge des affaires criminelles, Möser n'a pourtant jamais été un haut fonctionnaire au sens moderne du terme: il a toujours préféré, pour préserver son indépendance vis-à-vis du pouvoir, se limiter au rôle de conseiller juridique et de collaborateur libre du gouvernement, sans siège ni voix au sein du directoire. Contrairement à ce qui a été affirmé, il n'a jamais été non plus chef de gouvernement et ses attributions officielles étaient relativement restreintes. Mais son influence réelle, soutenue par une solide connaissance des hommes et des institutions et favorisée par l'inexpérience de ses supérieurs, allait bien au-delà de ses fonctions officielles.

Un examen exhaustif des affaires que Möser a eu à régler au cours de cette longue carrière risquant de dépasser le cadre de son étude, Welker se limite à quelques exemples particulièrement significatifs des problèmes que l'homme d'Etat osnabruckois a eu à résoudre. Il s'attarde, bien entendu, aux difficiles négociations auxquelles le député des états a dû s'astreindre pendant la guerre de Sept Ans pour obtenir des réductions sur les lourdes contributions imposées par les belligérants, amis et ennemis, au petit territoire. Mais ce point avait déjà été examiné par Frankenfeld en 1922. Nous en apprenons davantage sur les missions qu'a assumées Möser après la guerre en qualité de conseiller référendaire du gouvernement. Deux de ces missions sont examinées de plus près: d'abord le règlement de conflit qui a opposé en 1764/65 le chapitre cathédral d'Osnabruck au roi de Grande-Bretagne au sujet de la succession de l'évêque catholique Clément-Auguste, décédé en 1761; ensuite, les négociations tout aussi délicates auxquelles donnaient lieu dans ce territoire à régime paritaire les conflits divers entre représentants des deux confessions catholique et protestante. Dans tous ces conflits, Möser a eu maintes fois l'occasion de faire preuve de son étonnante habileté de négociateur et d'un sens du compromis auquel l'obligeait le souci de ménager des parties

rétives aux concessions. Il va de soi que pour un homme d'Etat du 18^e siècle, qui était de surcroît lecteur de Machiavel, la dissimulation, voire la corruption étaient des armes à ne pas négliger. Le succès de ces démarches n'était pas toujours assuré: les intérêts trop divergents étaient souvent inconciliables et les résistances des uns et des autres aux réformes insurmontables. On touche là du doigt les limites de la politique réformatrice de Möser: même s'il avait voulu aller plus loin, ses possibilités d'action étaient singulièrement limitées dans cette société totalement bloquée dont la gestion exigeait comme première vertu la prudence.

Plus concrètement, il faut se demander si le cumul de fonctions peu compatibles les unes avec les autres n'a pas plongé Möser dans des contradictions inextricables. Welker n'évade pas la question. Après avoir rappelé à juste titre que de tels cumuls de fonctions n'étaient pas rares dans les territoires allemands à l'époque moderne, il donne une réponse plutôt optimiste aux problèmes que posent ces situations ambiguës; fidèle à son esprit patriotique, Möser a toujours retenu comme critère suprême l'intérêt général du territoire, n'hésitant pas, en cas de conflit de compétences, à jouer de sa relative indépendance pour décliner les missions trop hasardeuses. L'habileté diplomatique et l'intelligence manœuvrière faisaient le reste. Mais lorsqu'il était contraint de choisir malgré tout entre ses multiples fidélités, Möser accordait tout naturellement sa préférence au parti protestant et à sa charge de syndic de la noblesse. Cet attachement à l'aristocratie s'explique par les liens personnels tissés au long des années, mais peut-être aussi par des rapports d'intérêt: Möser était le créancier de nombreux gentilshommes osnabruckois.

En refermant l'ouvrage, le lecteur est amené à se demander si Welker a bien su réaliser son projet initial qui était de prouver l'interaction de la théorie et de la pratique chez Möser. On peut répondre qu'il l'a réalisé, mais en partie seulement. Il l'a réalisé en montrant dès la première partie que de nombreuses propositions formulées dans les «Fantaisies Patriotiques» se sont effectivement traduites en ordonnances (cf. tableau p. 489 sqq.), en faisant, dans la seconde partie, un certain nombre de rapprochements entre l'œuvre écrite et l'action du moment, en mentionnant des documents inédits, mémoires, rapports, pamphlets, libelles, dont Möser accompagnait ses démarches et, surtout, en indiquant les cas où l'homme d'Etat se référait à l'histoire pour étayer son action politique. Le rapport entre «Rechtsgeschichte» et «Rechtspolitik» est ainsi parfaitement illustré. Mais Welker n'a pas totalement réalisé son projet dans la mesure où les références aux écrits, donc à la «théorie», restent relativement limitées dans la seconde partie et où il reconnaît explicitement qu'«un examen des concordances thématiques entre certaines »Fantaisies Patriotiques« et les missions que Möser a assumées dans le cadre de ses fonctions ferait éclater les limites de [son] travail et que cet examen reste en conséquence réservé à un exposé à part» (p. 941, n. 695). Il manque donc une troisième partie, qui aurait considérablement allongé un ouvrage déjà volumineux. Ajoutons que les rapports, mémoires et libelles mentionnés dans la seconde partie ne constituent pas à proprement parler des écrits théoriques et qu'il en est de même des documents fournis en annexe. Bien plus! Welker reconnaît que les références que Möser fait à l'histoire dans les documents officiels ou polémiques restent dans l'ensemble très générales et sont parfois même sujettes à caution du strict point de vue scientifique: il manipule l'histoire pour la mettre au service de la cause à défendre. Le rapport entre l'histoire et la politique, qui constitue le fondement de la thèse, perd ainsi de sa pertinence dans la pratique.

Ces restrictions font que le lecteur peut avoir l'impression que les deux parties, «théorie» et «pratique», sont plutôt juxtaposées que vraiment reliées l'une à l'autre et qu'il manque effectivement une troisième partie pour établir le lien entre les deux faces de l'intention profonde de Welker dans la seconde partie: il lui importe moins de décrire ce que Möser a été et ce qu'il a fait (le «was»), ni de définir ses objectifs (le «wozu») que de montrer *comment* l'homme d'Etat osnabruckois a réagi aux diverses situations qu'il a eu à affronter (le «wie»). Sur ce point la démonstration est satisfaisante: personne n'avait réussi jusqu'à présent à

nous initier, comme Welker l'a fait dans son ouvrage, aux mécanismes les plus subtils et les plus concrets de l'action politique de Möser.

La monographie de Welker fait suite à une série d'ouvrages relativement récents qui ont tenté de proposer une image d'ensemble de Möser et de son œuvre. Il est évident que de tous ces ouvrages celui de Welker est le plus complet, le premier à avoir rendu compte de la manière la plus exacte de l'action pratique de l'homme d'Etat osnabruckois, sans négliger pour autant ce qu'avaient déjà fait ses prédécesseurs, à savoir l'analyse de l'œuvre «théorique» de l'auteur de l'«Histoire d'Osnabruck» et des «Fantaisies Patriotiques». Nul doute que ce travail sera désormais l'ouvrage de référence sur Möser pour des générations de chercheurs à venir!

Jean MOES, Metz

Wolfgang ALBRECHT (éd.), Um Menschenwohl und Staatsentwicklung. Textdokumentation zur deutschen Aufklärungsdebatte zwischen 1770 und 1850, mit drei zeitgenössischen Kupfern, Stuttgart (Hans-Dieter Heinz) 1995, 522 p. (Stuttgarter Arbeiten zur Germanistik, 302).

Nous disposons déjà de plusieurs recueils de textes portant sur l'*Aufklärung* comme celui de Norbert Hinske (1973) à partir des articles de la «Berlinische Monatschrift» ou celui de Raffaele Ciafardone (édition allemande 1990), sans oublier les anthologies en français de Jean Mondot (1991) et de Gérard Raulet (1995). Le présent ouvrage offre deux caractéristiques qui le distinguent de ses prédécesseurs: son orientation et son ampleur. Il est centré sur la problématique – magistralement analysée par Werner Schneiders dans «Die wahre Aufklärung. Zum Selbstverständnis der deutschen Aufklärung» (1974) – des Lumières allemandes, parvenues au stade auto-réflexif de leur évolution, qui se posent la question de leur nature, de leur objet et de leurs limites. Le petit recueil d'Erhard Bahr «Was ist Aufklärung?» (1974) était, certes, déjà consacré à ce sujet, mais l'ouvrage d'Albrecht illustre le thème d'une manière infiniment plus riche. Qu'on en juge! Plus de 400 pages de texte et 180 extraits couvrant la période qui va de 1772 à 1846!

L'épisode le plus connu de cette réflexion a été introduit, on le sait, par la demande à la fois provocante et inquiète de Zöllner dans une note d'un article paru dans la «Berlinische Monatschrift»: qu'on réponde donc préalablement à la question: «Qu'est-ce que les Lumières?» avant de vouloir «éclairer» le peuple. Dès l'année suivante, Mendelssohn et Kant devaient relever le défi. Bien entendu, on trouvera ici ces textes justement célèbres, mais le mérite de l'ouvrage d'Albrecht est de démontrer que le débat ne faisait que commencer.

Le plan à la fois thématique et chronologique permet l'ancrage historique de la discussion. Quatre grandes périodes se détachent ainsi: les années 1770, la décennie 1780, l'époque de la Révolution française, la phase finale qui couvre toute la première moitié du XIX^e siècle. L'éditeur marque nettement la différence entre la critique interne de l'*Aufklärung*, dont les textes du *Sturm und Drang* représentent les témoignages les plus éloquents, et l'opposition radicale à partir de positions philosophiques ou religieuses inconciliables avec l'esprit des Lumières (*Gegenaufklärung*). Le sommet du débat a été atteint à l'époque de la Révolution française qui soulève des questions essentielles comme celle de la responsabilité des écrivains dans le déclenchement d'une révolution violente en France, celle de la possible contagion des idées révolutionnaires en Allemagne, voire celle du complot maçonnique. Déjà l'interdiction des Illuminés de Bavière et l'Edit de religion de Wöllner avaient dramatisé le débat en lui conférant une dimension politique. Mais dans tous les cas, c'est pour ou contre l'*Aufklärung* que l'on prend position.

Le recueil – et ce n'est pas son plus mince mérite – en regroupant les extraits autour d'un fait historique concret ou d'un texte qui a provoqué des réactions particulièrement vives